

CONSEILLÈRE DU PRÉSIDENT SAHRAOUI :

"NOUS SOUHAITONS QUE JOE BIDEN RECTIFIE L'ANNONCE ILLÉGALE DE TRUMP"

Page 16

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

272 NOUVEAUX CAS ET 4 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4172 Mercredi 13 janvier 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

HAND / MONDIAL-2021

LES VERTS EN CONQUÉRANTS AU CAIRE

Page 14

ACTION MITIGÉ DU GOUVERNEMENT

TEBBOUNE REVIENT À LA CHARGE

Pages 5



NOUVEL AN AMAZIGH



LES ALGÉRIENS CÉLÈBRENT YENNAYER 2971

Page 3

MONTAGE AUTOMOBILE-FINANCEMENT OCCULTE DE LA PRÉSIDENTIELLE 2019

POURSUITE DES AUDITIONS

Page 4

CONNEXION INTERNET LE MINISTRE DES TÉLÉCOMS PROMET UNE AUGMENTATION DU DÉBIT

Page 5



1

*bombe artisanale
désamorcée dans
la wilaya de
Boumerdès.*

30

*% d'économie
d'énergie sur les bus
convertis au diesel-
GPLc.*

117

*individus impliqués
dans diverses affaires
criminelles en décem-
bre.*

Sept nouvelles publications du HCA à l'occasion de Yennayer 2971

Sept nouvelles publications sont venues renforcer celles déjà éditées par le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) en ce début d'année 2021, a appris l'APS auprès du secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad.

S'exprimant depuis Batna en prévision du lancement des festivités nationales officielles du Nouvel An amazigh "Yennayer 2971" dans les localités de Menaâ et Bouzina, Si El Hachemi Assad a déclaré à l'APS que ces "nouveaux titres s'ajoutent aux précédentes publications du HCA.

Il s'agit du premier dictionnaire de toponymie algérienne (étymologie des noms de lieux et des zones géographiques), une publication de haute qualité en langues amazighe et française et d'un glossaire de terminologie historique qui est une œuvre académique universitaire (tamazight-français), ainsi que d'un conte en variante amazighe chaoui de la région de T'kout à Batna, destiné aux enfants et traduit en langues arabe, française, espagnole, anglaise et allemande".

Quant aux autres nouvelles publications, elles englobent un



recueil de références de grande importance pour apprendre tamazight en trois niveaux, destiné aux adultes.

Réouverture du marché de gros des fruits et légumes de Relizane



Le marché de gros des fruits et légumes de la wilaya de Relizane a enfin rouvert ses portes après plusieurs années de fermeture. L'information a été communiquée par Mohamed Zerrouki, président de la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Relizane. "Nous avons procédé à la réouverture du marché de gros des fruits et légumes de la région de Relizane. C'est un événement très important pour nous, surtout, lorsqu'on sait qu'il couvre plusieurs wilayas de l'ouest du pays", a en effet indiqué Mohamed Zerrouki au cours de son intervention sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne. A vocation régionale, regroupant plusieurs wilayas, dont Mascara, Tiaret et Mostaganem, le marché de gros de Relizane, dont les travaux ont été achevés depuis déjà plusieurs mois, regroupe pas moins d'une centaine de locaux commerciaux. Selon les estimations des responsables du secteur du commerce de cette région, il devrait assurer le transit de quelque cinq cent mille (500.000) tonnes de marchandises par an, ce qui est loin d'être négligeable.

Saisie de 195 pièces de monnaie archéologiques à Zeghaïa

Les éléments de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la sûreté de wilaya de Mila ont récupéré 195 pièces de monnaie archéologiques et appréhendé 2 personnes impliquées dans la commune de Zeghaïa. L'enquête dans cette affaire a été ouverte suite à des informations parvenues au service de la police relevant une vente de pièces de monnaie archéologiques sur les réseaux sociaux. Les investigations ont été aussitôt menées par les éléments de la BRI et ceux de la lutte contre la cybercriminalité. Un plan d'action a été élaboré et s'est soldé par l'arrestation des 2 personnes, âgées respectivement de 28 et 30 ans, à bord d'un véhicule touristique, à l'entrée est de la ville de Zeghaïa, à l'ouest de Mila. Les suspects étaient en possession de 195 pièces de monnaie anciennes, l'expertise effectuée par les services locaux de la culture ont démontré que les pièces de monnaie ont une valeur historique et archéologique, puisqu'elles remontent à l'époque numide. Après le parachèvement des procédures d'enquête d'usage, les deux présumés coupables ont été présentés devant le parquet compétent à Mila.



Farouk Chiali

"Les chantiers des projets d'autoroutes à l'arrêt seront relancés dès la disponibilité de l'enveloppe budgétaire. (...) Le gouvernement œuvrera à remédier à la situation en accélérant le rythme de réalisation dès la disponibilité des enveloppes financières nécessaires."

D
I
X
I
T

En plein cambriolage, il s'assoit sur son téléphone et appelle la... police

Ces cambrioleurs ont contribué à leur propre arrestation au Royaume-Uni. Ainsi, lorsqu'ils étaient en plein vol l'un d'eux a composé accidentellement le numéro d'urgence en provoquant l'arrivée de la police.

La police a donc arrêté sans difficultés ces cambrioleurs d'un nouveau genre.

Un chef inspecteur du comté de Staffordshire en a fait part sur son compte Twitter en qualifiant les cambrioleurs de "plus malchanceux du monde".

L'un des cambrioleurs s'est accidentellement assis sur son téléphone et a composé le 999 [numéro d'urgence].

Elle peut lire un roman de plus de 400 pages en moins de... 2 heures

Magali Rozo, originaire de Granville, a remporté le titre de championne de France de lecture rapide. Elle a lu un livre de 422 pages en 1 heure 57, avec une moyenne de 600 mots lus à la minute, et répondu à une vingtaine de questions de compréhension "parfois très précises", Magali Rozo a été sacrée championne de France de lecture rapide. Un titre qu'elle ne pensait absolument pas décrocher.

NOUVEL AN AMAZIGH

Les Algériens célèbrent Yennayer 2021

Assegas Amegazz 2971 ! Bonne année 2971 ! Les Algériens célèbrent Yennayer, le Nouvel An berbère, dans une ambiance de grande fête populaire, malgré une conjoncture très difficile induite par la pandémie de la Covid-19.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

A Bejaia, depuis plusieurs jours, les festivités battent leur plein, avec l'organisation et la succession d'une foule d'activités culturelles, se déclinant essentiellement en terme d'hommage et de réhabilitation des traditions et des figures symboliques de la culture amazighe.

Bien que privé des traditionnels galas artistiques qui, habituellement, drainent les grandes foules et les réjouissances collectives, l'événement a été porté à tour de bras, par les Associations culturelles locales, qui ont rivalisé d'initiatives pour lui donner tout son éclat.

Des expositions de peinture et photos, des concours culinaires, des chorales enfantines, des projections de films et vidéos et des conférences-débats foisonnantes, se sont multipliées, en effet, attirant profanes et spécialistes, ainsi réunis pour plonger collectivement dans la découverte ou la redécouverte de ce moment phare dans la culture nationale, ses symboliques et sa profondeur dans l'histoire et la mémoire collective.

Le couscous à base de glands garnit les tables familiales

Les familles de la région de l'Ouarsenis, notamment à Tissemsilt, veillent à présenter un plat de couscous à base de glands, pour égayer la table de Yennayer. Faisant partie des us et traditions bien ancrés dans la région, le couscous à base de glands est préparé spécialement à l'occasion de Yennayer, par des familles des zones rurales les plus reculées de la région de l'Ouarsenis, à l'instar de "Matija", "El Mactâa", dans la commune de Bordj Bounâama et "Beni Boudjemâa", "H'tayel" à Boukaïd et "Kedadra", localité rattachée à Sidi Slimane.

A ce propos, Hadja Kheïra, une septuagénaire de la région de "Beni Boudjemâa" a expliqué, que le couscous à base de glands fait partie des plats auxquels se sont habi-



tuées les populations de la région, perpétuant ses modes de préparation et de cuisson depuis des générations. "Ceci se répète chaque année à l'avènement de la Nouvelle Année Amazigh", explique-t-elle encore.

La famille algéroise, à l'heure des célébrations de Yennayer

La double dimension, culturelle et historique, que revêt Yennayer, diversement célébrée dans toutes les villes d'Algérie, est mise en valeur à Alger par la célébration de la tradition et des rites populaires dans les atmosphères chaleureuses des réunions familiales, empreintes de joie et de convivialité.

Selon l'archéologue, ethnographe et actuelle directrice du Musée public national des Arts traditionnels et populaires, (Mnatp), Farida Bakouri, chaque famille algéroise célèbre Yennayer, "selon les rites ancestraux propres à ses origines", dans une ambiance festive, ravivant notamment la tradition culinaire du fameux dîner du nouvel an berbère, communément connu sous l'appellation de "Imensi n umenzu n Yennayer".

Chez certaines familles, ajoute l'ethnographe, le traditionnel couscous, passé à l'huile d'olives et préparé avec une variété de légumes, est généralement accompagné du sacrifice (Asfel) d'un coq, un rite ancestral pour purifier la nouvelle année de tout esprit maléfique.

Ce grand banquet est ensuite "réparti en trois groupes" où les hommes, les femmes et les enfants, se mettent séparément autour de grandes assiettes communes, avec "des cuillères plantées dans le couscous pour marquer et honorer la présence

de chacun", explique-t-elle encore.

Oran : la pandémie sans impact sur les commerces des confiseries

A Oran, la Covid-19 et ses multiples restrictions ne semblent pas avoir un impact sur les commerces qui proposent de différents produits, nécessaires pour célébrer le nouvel an amazigh, "Yennayer".

Au marché populaire "la Bastille" comme la ville nouvelle "medina Djâida", endroit incontournable pour faire ses petites courses pour Yennayer, les étals de confiseries et fruits secs, sont présentés sous

leur meilleur jour.

Ornées de guirlandes et de petites lumières, elles plongent les passants dans cette ambiance spéciale des fêtes. La crise sanitaire, le froid glacial de ces derniers jours n'a pas dissuadé les Oranais à sortir pour se préparer à cette fête encreée dans leurs us et coutumes.

Tlemcen: Yennayer, des festivités pour consacrer la culture amazighe

La wilaya de Tlemcen célèbre le Nouvel An amazigh "Yennayer 2971". De Beni Snouss, à l'Extrême sud-ouest jusqu'à Aïn Tellout, à l'Est, passant par Marsa Ben M'hidi à l'Extrême ouest et arrivant à Honaïne, au Nord, la population tlemcenienne s'active intensément à cette fête ancestrale. Les femmes ont préparé les gâteaux traditionnels, comme le makrouf, la ghribia et autres trid, m'semmen, des produits authentiques du patrimoine culinaire national, qui gamiront les tables le jour de l'an. Pour le jour de l'An amazigh, les fillettes, mais aussi les jeunes filles de Tlemcen, se séparent de leurs habits quotidiens pour porter la célèbre "chedda" et autres blouses et robes kabyles, chaouies et sahraouies, comme pour marquer leur attachement à ce patrimoine ancestral, riche et authentique, qui reflète l'identité amazigh unissant le peuple Algérien de toutes les régions.

R. R.

À L'OCCASION DU NOUVEL AN AMAZIGH Le président de la République félicite le peuple algérien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, ses meilleurs vœux au peuple algérien, à l'occasion du Nouvel An amazigh, souhaitant que cette année soit pleine de bien-être, de bénédictions et de prospérité. "A l'occasion du Nouvel An amazigh, je tiens à exprimer à tout le peuple algérien mes meilleurs vœux et souhaits, priant Dieu Tout-Puissant, que cette année soit porteuse de bien-être, de bénédictions et de prospérité. +Assegas amegaz+", a écrit le président Tebboune sur sa page Twitter.

R. N.

Djerad félicite le peuple algérien

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a adressé hier ses meilleurs vœux au peuple algérien, pour le Nouvel An amazigh 2971, exprimant le souhait que cette année soit celle de la prospérité, des bénédictions et du bien-être. "La nouvelle année amazighe 2971, qui commence pour nous en ce Yennayer, hérité de nos ancêtres, contribue à garder notre mémoire populaire vivante, étant le réceptacle de la diversité culturelle de notre société et l'expression de l'identité nationale", a écrit M. Djerad sur sa page Facebook. "Je présente mes meilleurs vœux aux Algériens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, priant Dieu pour que cette "année" soit porteuse de prospérité, des bénédictions et du bien-être. "Assegas amegaz, Assegas amerbouh iwaghoud akzairi anda mayla" (Bonne année à l'ensemble du peuple algérien, partout où il se trouve).

R. N.

ALGÉRIE-FRANCE

Abdelaziz Djerad s'entretient au téléphone avec son homologue Jean Castex

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue français M. Jean Castex, au cours duquel les deux parties ont exprimé leur "satisfaction" quant à la "qualité" des relations bilatérales, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

"Les deux Premiers ministres ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des relations bilatérales marquées par des échanges réguliers, au plus haut niveau, et une concertation permanente sur les perspectives de la coopération algéro-française dans divers domaines", souligne le com-

munié. Les deux parties ont réitéré, à cet égard, "leur volonté résolue à œuvrer pour l'édification d'un partenariat d'exception, prôné de part et d'autre", à même de renforcer la coopération algéro-française au bénéfice des deux pays, notamment en matière d'investissement et de transfert de technologies, ajoute la même source.

Les deux Premiers ministres ont également abordé, au cours de cet entretien téléphonique, les préparatifs, en cours, de la 5e session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN), prévue prochainement à Alger, en mettant en exergue la "nécessité de faire de cette

importante échéance un moment fort dans la consolidation, l'enrichissement et la diversification de la coopération entre les deux pays".

Selon la même source, les questions liées au contexte sanitaire mondial, induit par la propagation de la pandémie de la COVID-19, ont également figuré à l'ordre du jour de l'entretien des deux Premiers ministres. "Les deux Premiers ministres sont convenus de poursuivre la concertation bilatérale sur l'ensemble des aspects de la coopération algéro-française", conclut le communiqué.

R. N.

AIR ALGÉRIE

Amine Mesroua nommé Dg par intérim

Le ministre des transports, Farouk Chiali, a procédé, lundi, à la nomination d'Amine Mesroua, en qualité de Directeur-général par intérim de la compagnie nationale Air Algérie, selon une source proche de l'entreprise.

Cette nomination intervient après le limogeage du P-dg, Bakhouch Allache la semaine écoulée, en raison d'un esclandre lié au Catering de la compagnie. A noter, qu'expert international en aviation civile, Amine Mesroua avait occupé la fonction de chef d'escale au Canada, et a également pris la direction de la représentation, en 2015, d'Air Algérie dans ce même pays. Enfin et depuis six mois, Mesroua était conseiller du P-dg sortant.

R. N.

ACCIDENTS DE LA ROUTE, COVID-19, MONOXYDE DE CARBONE...

La mort se banalise dans la société



La mort est partout et y échapper ne tient pas à grand-chose. Entre monoxyde de carbone, accidents de la route et la Covid-19, la vie quotidienne est rythmée par les pertes de milliers de personnes.

PAR IDIR AMMOUR

Les différents bilans dressés par les services concernés attestent d'une situation chaotique, qui trouve sa raison d'être dans le manque de vigilance. En effet, ces fléaux ont provoqué la mort de plus de 5.000 personnes durant l'année 2020. Chaque année, et plus particulièrement en hiver comme c'est le cas de ces derniers jours avec la vague de froid, des dizaines, pour ne pas dire des centaines de citoyens, sont victimes d'intoxications au monoxyde de carbone, et plusieurs décès sont malheureusement annoncés, ici et ail-

leurs, à travers le territoire national. Depuis le début de janvier courant, 26 personnes sont mortes et plus de 421 autres ont été secourues au niveau national, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO), selon les services de la Protection civile. En 2020, 126 personnes sont mortes asphyxiées par le monoxyde de carbone et au moins 2247 autres ont été secourues lors de 2200 interventions des éléments de la Protection civile. Par rapport à l'année 2019, une baisse du nombre de décès a été enregistrée (-19 décès), tandis que 57 décès avaient été enregistrés en janvier 2019, a détaillé la même source, relevant que depuis le début de janvier de cette année, 26 décès sont à déplorer, un nombre qu'elle a jugé "élevé car appelé à augmenter". Négligence, absence d'aération, ou encore chauffages à gaz commercialisés qui ne répondent pas aux normes de sécurité requises. C'est en gros les principales causes derrière ces dizaines de décès, dénombrés chaque année dans le pays. Certes, les pouvoirs publics œuvrent à réduire le nombre de ces acci-

dents, mais, malheureusement, ni les innombrables campagnes de sensibilisation ni les appels à la vigilance et au respect des consignes de sécurité ne sont venus à bout des accidents dus au monoxyde de carbone. La COVID 19, elle aussi fait des siens. Il a fait plus de 2.800 morts depuis le mois de mars. En ce qui concerne la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, le respect remarqué des gestes barrières recommandés, du port du masque, et des mesures de confinement décidées par les pouvoirs publics, semblent donner leurs fruits. Le terrorisme routier à son tour continue d'ôter des vies. Les routes algériennes tuent quelque milliers de personnes annuellement malgré les appels à la vigilance. Pas moins de 2.400 décès et plus de 20.000 blessés dans plus de 16.000 accidents de la route ont été enregistrés durant les 10 premiers mois de 2020. La vitesse, l'alcool au volant, le non-respect du Code de la route constituent le bras armé de cette délinquance routière.

I. A.

MONTAGE AUTOMOBILE-FINANCEMENT OCCULTE DE LA PRÉSIDENTIELLE 2019

Poursuite des auditions

PAR RACIM NIDHAL

Le procès des accusés dans les affaires de montage automobile et de financement occulte de la campagne électorale du candidat à la Présidentielle d'avril 2019, Abdelaziz Bouteflika, s'est poursuivi lundi après-midi à la Cour d'Alger, par l'audition de l'homme d'affaires, Mohamed Bairi, poursuivi pour "incitation d'agents publics à exploiter leur influence et blanchiment de revenus criminels".

Interrogé par le président de l'audience sur les avantages dont il a bénéficié, dans le cadre de son projet d'investissement (céramique sanitaire) dans la wilaya de Bouira, l'accusé a précisé n'avoir bénéficié d'aucun avantage, arguant que le dossier "n'a même pas été étudié par le Conseil national de l'investissement (CNI)".

Concernant le transfert du projet de céramique de Ouled Hedaj, dans la wilaya de Boumerdès, vers Bouira, l'accusé a dit que le terrain qu'il a obtenu à Boumerdès se trouvait dans une zone d'activité, et qu'il n'était pas possible d'y réaliser un projet

de ce type, en raison de son impact sur la population et l'environnement. C'est pourquoi, "j'ai décidé de transférer l'investissement vers Bouira, et de réaliser une usine de montage automobile sur le terrain que j'ai obtenu", a-t-il ajouté, niant connaître personnellement l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb. Sur le financement de la campagne électorale de l'ex-Président, M. Bairi a répondu n'avoir pas participé au financement, et que l'ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, (également poursuivi dans ces deux affaires), ne lui a pas demandé de financer la campagne. L'audience de la matinée a été consacrée à l'audition de Alouane Mohamed, membre de la Commission technique du montage des véhicules au ministère de l'Industrie, qui a reconnu "ses responsabilités techniques" dans l'étude des dossiers des opérateurs, indiquant que la commission ne s'est pas opposée aux décisions de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, également accusé dans cette affaire. L'homme d'affaires, Ahmed Maazouz a, lui aussi, été auditionné par

visioconférence depuis la prison de Constantine. Il a révélé avoir présenté à la direction de campagne de l'ex-Président, un chèque d'un montant de 39 milliards de centimes, et a accusé l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, d'"avoir détruit ses investissements dans le montage des véhicules à Sétif, en 2008". Lors d'une confrontation avec l'homme d'affaires Ahmed Maazouz, Ahmed Ouyahia, qui se trouve à la prison d'Abadla (Béchar), a reconnu avoir suspendu, en 2008, les activités du montage de véhicules de Maazouz, ainsi qu'un autre opérateur, car se faisant "en dehors des cadres de l'Etat". Sont poursuivis dans ce dossier, qui a été reprogrammé après que la Cour suprême ait accepté le pourvoi en cassation introduit par la défense des accusés, les deux anciens Premiers ministres, Ouyahia et Sellal, les anciens ministres de l'Industrie Youcef Yousfi, Bedda Mahdjoub et Bouchouareb Abdeslam, ainsi que l'ancien ministre des Transports, Abdelghani Zaalane.

R. N.

DOSSIERS POUR LES CONCOURS DE DOCTORAT

Le délai de dépôt prorogé au 14 janvier

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MERS), a décidé, lundi, de la prolongation, au 14 janvier courant, des délais de dépôt de candidatures pour la participation aux concours de doctorat pour l'année 2020/2021, selon un communiqué du ministère.

Le MERS y explique, que cette prorogation des délais répond à "la demande légitime des étudiants désireux de se présenter au concours et qui n'ont pas encore reçu leurs diplômes de master, en raison du retard accusé par certains établissements universitaires dans leur attribution", est-il précisé.

Il serait utile de rappeler, que le ministère avait procédé à la création d'une Commission nationale d'habilitation des parcours de formation doctorale et une autre chargée de l'examen des offres proposées par les établissements de l'Enseignement supérieur, avec la détermination des postes de formation ouverts, outre l'examen du dossier de la formation doctorale au niveau de chaque établissement universitaire avec l'élaboration d'une charte des droits et obligations du doctorant, à même de permettre aux instances et organismes d'évaluation d'assurer le suivi pédagogique de l'étudiant.

L'ARAV transfère son siège à Bir Mourad Raïs

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel a annoncé, le transfert de son siège à sa nouvelle adresse sise à Bir Mourad Raïs (Alger), a indiqué lundi un communiqué de l'Autorité.

L'ARAV a annoncé le transfert de son siège de son ancienne adresse, sise au 17 rue Didouche Mourad à Alger centre, au 03 rue des Frères Bouadou à Bir Mourad Raïs (ancien siège du ministère de la Communication).

Pour rappel, les membres de l'ARAV doivent veiller à l'impartialité des personnes morales exploitant les services de communication audiovisuelle relevant du secteur public, et garantir l'objectivité et la transparence.

L'Autorité doit veiller à ce que tous les genres de programmes présentés par les éditeurs de services de communication audiovisuelle, reflètent la diversité culturelle nationale, le respect de la dignité humaine et la protection de l'enfant et de l'adolescent.

Présidée par Mohamed Louber, l'ARAV est composée de 9 membres qui sont choisis pour leur compétence, leur expérience et l'intérêt qu'ils accordent à l'activité audiovisuelle.

R. N.

ACTION MITIGÉ DU GOUVERNEMENT

Tebboune revient à la charge



Comme indiqué dans une de nos précédentes éditions, un remaniement ministériel semble de plus en plus probable. Cette hypothèse, on ne peut plus vraisemblable, est en effet dans l'air depuis quelques semaines déjà.

PAR KAMAL HAMED

Avant-hier, elle a pris davantage d'épaisseur avec les propos du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tenus au Salon d'honneur de l'aéroport militaire de Boufarik. En effet, et alors qu'il s'appretait à s'envoler de nouveau pour l'Allemagne pour poursuivre la procédure thérapeutique contre la Covid 19, le chef de l'Etat a clairement affiché son mécontentement par rapport à l'action du gouvernement. Ainsi, après avoir notamment remercié certains responsables, les Assemblées élues et notamment l'Armée nationale populaire (ANP), pour la mobilisation et les efforts déployés pour servir les citoyens, Tebboune a souligné le rôle mitigé du gouvernement.

Il s'est alors tourné en direction du Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, pour dire qu'il y a des aspects positifs et négatifs dans le travail du gouvernement.

C'est la première fois, que le président de la République affiche publiquement son sentiment, quant à son appréciation de l'action du de l'Exécutif. Mais ce n'est pas la première fois, qu'il évoque son mécontentement, puisqu'il a déjà eu à le faire lors de la dernière réunion du Conseil des ministres tenu juste après son retour d'Allemagne. Lors de cette réunion, comme indiqué dans le communiqué rendu public par la présidence de la République, le chef de l'Etat a critiqué le gouvernement, en indiquant que son bilan, après une année d'exercice, est mitigé. Tebboune a aussi appelé ouvertement, à la relance de certains secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, pour passer à la vitesse supérieure à l'entame de l'année 2021.

Dans ce registre, il a notamment fait cas du secteur des finances, en plaidant pour la réforme du secteur bancaire. Une réforme qui tarde à voir le jour alors que tous les observateurs n'ont eu de cesse d'appeler de tous leurs vœux à ce que le gouvernement aille de l'avant pour booster ce secteur, ô combien névralgique, pour donner un

sérieux coup de fouet à la relance économique. En vérité, cette sortie du président Tebboune était somme toute prévisible eu égard aux nombreuses insuffisances et autres dysfonctionnements qui ont caractérisé l'action du gouvernement durant une année. Certains ministres ont clairement affiché leurs limites en étant pas à la hauteur de la responsabilité qui leur a été confiée et de la confiance placée en eux par le président Tebboune.

D'autres ministres se sont aussi distingués par des sorties médiatiques hasardeuses suscitant la polémique et la réprobation de l'opinion publique nationale. Certes ils ont fait mea culpa en se sont excusé pour certains, mais le mal a été fait.

Lorsque le président a été hospitalisé en Allemagne lorsqu'il a été atteint par le virus de la Covid 19, l'action du gouvernement s'est considérablement ralentie et des ministres ont carrément disparu des radars. Et c'est sans doute pour ces considérations, et bien d'autres encore, que Tebboune a fait montre de son mécontentement. Un mécontentement qui sera certainement suivi d'effet comme le prédisent de nombreux analystes. D'où l'hypothèse du probable remaniement ministériel.

K. H.

LE GOUVERNEMENT VA ENGAGER LA RÉFORME

Le système des subventions sera revu

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

La révision du système des subventions paraît inéluctable. Le gouvernement inscrit cette réforme dans son agenda de 2021, en apportant les correctifs nécessaires pour soutenir le pouvoir d'achat aux classes vulnérables en excluant les faux bénéficiaires des aides sociales.

Fini les tergiversations, les Autorités publiques promettent de revoir, de fond en comble, un système de subventions qui ne répond pas aux véritables besoins des couches moins aisées de la société. Le ministre des Finances, Aymen Benabderahmane, a indiqué dernièrement sur les ondes de la Radio nationale, "qu'il n'est pas normal que les catégories aisées acquièrent des produits subventionnés, au même prix que les citoyens à faible revenu". Le gouvernement, qui consacre cette année près de 17 milliards de dollars comme budget au soutien social, est prêt à lancer une nouvelle politique destinée à

revoir les mécanismes de cette subvention. Le premier argentier du pays a dit que "le secteur financier va définir de nouveaux critères ouvrant au droit à la subvention". Dans la nouvelle feuille de route des réformes, qu'a inscrite le président Tebboune, figure celle de la révision du système de subventions en entier. Il est question selon cette orientation "de rationaliser le budget de l'Etat destiné à aider les couches défavorisées en évitant les erreurs du passé" soutient le ministre des Finances. Face à cette situation, il s'agit d'abord "d'établir des listes et profils de ceux qui doivent profiter des aides sociales", a estimé, pour sa part, le Conseil économique et social, dans une récente contribution aux réformes sociales qui dans une étude menée durant l'année dernière estime que "près de 37% des citoyens, ayant un revenu inférieur à 20.000 DA, ne bénéficient pas des aides sociales octroyées par l'Etat". Un chiffre qui démontre que ces aides sont détournées

de leur vocation initiale, ou sont insuffisamment distribuées. Quant aux prix de subventions publiques, le CNES estime que "les pouvoirs publics doivent mettre en place une nouvelle politique de prix de certaines denrées alimentaires en procédant à revoir les marges". Sauf que pour l'Etat, il n'est pas question de laisser libre cours aux prix de marché de ces produits tels que le lait en sachet et la semoule. L'idée se joue dans l'organisation d'un système nouveau de prix subventionné à des seuils tolérés. Cette politique concerne également les autres secteurs qui bénéficient de soutien tels que le carburant et le médicament. Pour le premier cas, l'Etat continuera à soutenir uniquement le carburant non polluant estimé moins coûteux alors que les autres types de carburant seront revus progressivement. Quant au médicament, la question ne semble pas encore tranchée avec des décisions qui seront arrêtées à l'avenir.

F. A.

CONNEXION INTERNET

Le ministre des Télécoms promet une augmentation du débit

PAR RANIA NAILI

Le faible débit de la connexion internet fait partie de ces ennuis chroniques qui pourrissent la vie du citoyen qui n'a d'autres alternatives que de ravalier sa colère.

Le ministre des Télécoms, Brahim Boumzar, promet que le débit minimum sera augmenté en Algérie, l'objectif à court terme étant, selon lui, d'arriver à un débit de 4 à 8 mégas permettant ainsi un accès aisé à la vidéo haute définition et autres contenus à valeur ajoutée.

En 2020, Algérie Télécom a baissé de 50% ses offres ADSL. Mais, le débit minimum de 2 Mégas, inchangé depuis 2018, reste "insuffisant", pour permettre une navigation aisée sur le Net, a estimé le ministre dans un entretien hier à l'APS.

Boumzar a expliqué, que l'augmentation du débit minimum est une nécessité, car il y a une consommation croissante de la bande passante dans le pays.

Puis de reconnaître que par le passé, le citoyen accédait à des débits "non garantis" à un prix "onéreux", ce qui avait découragé, selon lui, l'abonné à choisir cette option.

"J'ai demandé, dans ce sens, à Algérie Télécom d'adopter une politique commerciale incitative pour aneurer les abonnés à migrer vers des paliers supérieurs", a-t-il dit, ajoutant que l'opérateur "doit rassurer le citoyen en lui offrant le service demandé avec un débit réel et stable".

Par rapport à la "lenteur du débit, source d'exaspération des citoyens", le ministre dit "comprendre les désagréments causés aux consommateurs", faisant savoir que tous les moyens ont été mobilisés pour améliorer le débit.

"Nous avons mis tous les moyens pour régler cette situation à travers la modernisation, en cours, des infrastructures du secteur des TIC", a-t-il ajouté,

Il a rappelé, à cet égard, les actions majeures entreprises par l'Algérie dont la consolidation de la bande passante internationale avec la mise en service, fin 2020, du câble sous-marin en fibre optique Orval /Alval, d'une capacité pouvant atteindre les 40 Térabits, soit près de 20 fois les besoins actuels du pays, ajouté à cela les 3 autres liaisons sous-marines, déjà en exploitation.

Outre le backbone national qui a été renforcé par 7047 km de fibre optique en 2020, Algérie Télécom œuvre à finaliser la mise à niveau et modernisation du réseau de transport et d'une autre couche du réseau appelée réseau métro (Réseau d'agrégation Métro-Ethernet), sous-dimensionné, par le passé, pour pouvoir supporter les services à très haut débit, en plus du raccordement, entre-elles, des différentes communes, agglomérations secondaires et localités de plus de 1.000 habitants à ce réseau.

R. N.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
WILAYA DE CONSTANTINE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF/ 0099025019009819

AVIS D'APPEL d'offre nationale ouvert avec exigence de capacité minimale 01/ DEP/2021

Un avis d'appel d'offre est lancé en vue de l'attribution de :
ETUDES ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN COLLEGE TYPE B6 AU NIVEAU DU SITE DES 3200 LOGEMENTS LPL A AIN NAHAS WILAYA DE CONSTANTINE (CITES D'HABITAT INTEGRES DU PROGRAMME NATIONAL 2015)

Il s'agit d'un appel d'offre aux architectes et bureaux d'études nationaux ou groupement de bureaux d'études, inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, Justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

a) Capacités professionnelles

- une copie de l'agrément délivré par l'ordre des architectes de l'année en cours.
- Les bureaux d'études publics nationaux sont dispensés d'agrément.
- L'attestation d'affiliation CNAS
- Le certificat C20, délivrée par l'inspection fiscale, précisant le régime fiscal du BET
- La mise à jour CASNOS
- L'extrait du casier judiciaire.

b) Capacités techniques : disposant de :

▪ **Référence professionnelles :**

03 projets classés à la catégorie « B » ou 01 projet classé à la catégorie « C » ou plus durant les (10) dernières années

▪ **Moyens humains :**

- Chef projet architecte ou ingénieur génie civil avec une expérience au minimum 04 ans.
- architecte ou ingénieur génie civil avec une expérience au minimum 03ans.

Les moyens humains de l'équipe permanente : doit être justifier par la présentation d'un état des moyens humains avec désignation de profil et la qualité de chaque intervenant , en plus des copies des diplôme, et de la déclaration d'affiliation a la CNAS valide a la date d'ouverture des plis , ou contrat d'insertion des diplôme (CID), contrat de travail aidé (CTA) en cours de validité appuyer par la déclaration d'affiliation a la CNAS, le nombre d'années d'expérience des moyens doit être justifié par des CV et attestation de travail.

• **Moyens matériels :**

Justifiés par des cartes grises et assurance pour le matériel roulant : facture d'achat ou p.v d'huissier de justice : pas plus de 01 année pour les autre matériels .

c) Capacités financières :

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire égal ou supérieur 3.500.000,00 à DA. Il s'agit du Chiffre d'affaire moyen des trois dernières années (2016-2017-2018), justifié par les bilans financiers portant accusé de réception par les services des impôts compétente et visé par un comptable agréé pour les personnes physique ou un commissaire au compte pour les personnes morales.

Les dossiers de soumission sont à retirer auprès de la :

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE CONSTANTINE ; sise à UNITE DE VOISINAGE (UV)

02 NOUVELLE VILLE ALI MENDJELI –CONSTANTINE.

Le dossier de la soumission contient : « dossier de candidature, offres techniques, et offres financières » Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant la référence et l'objet de la consultation ainsi que la mention « dossier de candidature », « Offre technique », et « Offre Financière », selon le cas.

Les documents et les pièces requises sont ceux exigés au cahier des charges dans l'article 19.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« A Monsieur le Directeur des équipements publics de la wilaya de Constantine »
 « APPEL d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../DEP/2021 »

Maitrise d'œuvre « ETUDES ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN COLLEGE TYPE B6 AU NIVEAU DU SITE DES 3200 LOGEMENTS LPL A AIN NAHA WILAYA DE CONSTANTINE (CITES D'HABITAT INTEGRES DU PROGRAMME NATIONAL 2015)

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- La durée de préparation des offres fixée à Trente (30) jours à partir de premier jour de publication dans le (BOMOP) ou la presse écrite.
- La date de dépôt des offres fixée le dernier jour de la date préparation des offres au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Constantine. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu' au jour ouvrable suivant.
- L'ouverture des plis, en séance publique, est fixée le jour même correspondant à la date de dépôt des offres à 11.h.00, au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Constantine, sise à UNITE DE VOISINAGE (UV) 02 NOUVELLE VILLE ALI MENDJELI –CONSTANTINE, 4eme ETAGE SERVICE MARCHÉ PUBLICS
- La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.
- Le présent avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale est considéré comme invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis.
- Pour plus d'information, veuillez consulter le cahier des charges.

Midi Libre n° 4172 - Mercredi 13 janvier 2021 - Anep 2125 000 155

République algérienne démocratique et populaire

Wilaya de Ouargla

Circonscription Administrative de Touggourt

Daïra de Taïbet

Commune de Bennaceur

NIF : 098430175058125

Avis d'infirmité de l'appel d'offres national ouvert
Avec exigence de capacités minimales n°04/2020

Conformément à l'article 40 du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de Bennaceur informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°04/2020 relatif à l'extension de l'électricité rurale à travers les quartiers de la commune en lots, paru dans les quotidiens nationaux :

- Tassili News du 24/12/2020 en langue arabe.
- Midi Libre du 24/12/2020 en langue française.

Que l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°04/2020, relatif au projet de l'extension de l'électricité rurale à travers les quartiers de la commune en lots est déclaré infructueux.

Midi Libre n° 4172 - Mercredi 13 janvier 2021 - Anep 2130 000 046

PENSEE

Triste fût pour nous cette soirée
 du **22 Décembre 2020**
 Cela fait un an que nous a quittés
 notre cher

CHEROUK Abdelhafid
dit Kouider
né le 10/04/1936
à Zemmoura

Rien ne pourra remplacer ta
 présence.
 Ta force, ton amour et ton humour
 nous manquent tellement.
 En cette triste commémoration,
 veuillez avoir une pieuse pensée
 en sa mémoire.
 « Ina lillah wa ina illaihi radjioun »

Condoléances

C'est avec une grande
 émotion que nous avons
 appris cette triste nouvelle,
 le décès de **Monsieur AMER**
Bouanou, on est avec toute
 la famille Bouanou par la
 pensées dans ce moment
 douloureux.
 Recevez nos sincères
 condoléances, on est de
 tout cœur avec vous dans
 cette épreuve douloureuse
 Puisse Dieu le tout puissant
 accorder au défunt sa sainte
 miséricorde

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de L'habitat, de L'urbanisme et de la Ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Sétif

NIF : 099 1190 100 18833

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DE MARCHÉ DE REALISATION

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, l'office de promotion et de gestion immobilière de SETIF informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigences de Capacités Minimales N° 08/ 2020 du 16/09/2020 relatif à la réalisation du projet cités ci-dessous, Qu'à l'issue de la séance de jugement et évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

Projet	ETB	NIF	Note Technique	Montant (DA)	Délai	Observations
40 Logements publics locatifs à Ain Legredj. Programme: 3400 logts LPL ATW Année 2011 Lot: VRD + Murs de soutènement.	SNC DEHAS ET CIE	0996063103160442	49	14 633 620.60	80 Jours	L'Offre Unique pré Qualifié

- Les soumissionnaires ont un délai de trois (03) jours à partir du premier jour de la parution du présent avis à prendre connaissance des résultats détaillées de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.
- Les soumissionnaires ont un délai de dix (10) jours à partir du premier jour de la parution du présent avis pour formuler d'éventuels recours devant la commission sectorielle des marchés.

Midi Libre n° 4172 - Mercredi 13 janvier 2021 - Anep 2116 000 669

CAPDEL, 29 PROJETS ASSOCIATIFS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Un montant global de financement de 1,038 million de dollars

Il est impérieux d'assurer un développement harmonieux de toutes les wilayas du pays afin d'éviter le mauvais développement et les disparités régionales.

PAR RIAD EL HADI

Ainsi, les autorités du pays et celles des wilayas sont astreintes de suivre un programme audacieux de promotion des entreprises locales pour contribuer au développement tous azimuts et à la croissance économique.

Les petites et moyennes entreprises et les PMI sont les vecteurs de la création de richesses et d'emplois pour offrir du travail aux jeunes demandeurs d'emplois.

Le Programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (CapDeL) a octroyé un 2^e financement d'un montant d'un million de dollars pour 29 projets associatifs de développement local dans plusieurs régions du pays, indique un communiqué de ce Programme. "Le CapDeL a annoncé la signature de financements au profit de 29 projets associatifs de développement local, dans le cadre du deuxième appel à projets lancé en août dernier dans ses 8 communes pilotes (Djanet, Timimoun, Messaâd, Babar, Ghazaouet, Djemila, Ouled Ben Abdelkader, El Khroub)", précise la même source.

Le montant global du financement, "de l'ordre de 1,038 million de dollars, sera versé aux 29 projets associatifs retenus, sur un total d'une soixantaine d'initiatives locales ayant bénéficié d'un processus d'incubation de projets", détaille le communiqué.

"Organisé en deux sessions de formation et d'accompagnement, l'incubateur a permis aux acteurs associatifs des communes pilotes de renforcer leurs capacités en gestion du cycle de projet, mais aussi, en planification territoriale du développement,



impliquant des partenariats avec les autres acteurs de la commune (différents niveaux de gouvernance, secteurs, société civile, etc.)", ajoute le communiqué.

Ce processus a permis aux associations de "mieux structurer leurs initiatives pour répondre aux critères définis dans le 2^e appel à projets, à savoir la durabilité (socio-économique et environnementale), l'inclusivité sociale et territoriale (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap, zones d'ombre, etc.), l'intégration (multi-acteurs, multi-niveaux de gouvernance et multi-secteurs) et la pertinence par rapport aux potentiels du territoire et aux priorités de développement définies de manière participative par les acteurs locaux dans le cadre du CapDeL".

Le communiqué rappelle que "l'ensemble des projets associatifs retenus couvrent les deux lots définis dans les lignes directrices du 2^e appel à projets : le lot 1 pour les projets destinés au renforcement de la société civile (afin de consolider la gouvernance et renforcer le développement local), et le lot 2 pour les projets catalyseurs de développement économique local (DEL). Pour ce dernier volet, les projets sélectionnés couvrent les secteurs de l'artisanat, de l'agriculture et de la valorisation des produits agricoles ainsi que de l'éco-tourisme et de l'environnement".

Il s'agit de "thématiques ancrées dans la réalité des territoires et issues des priorités

de développement définies de manière concertée par les acteurs locaux (élus, associatifs, privés et universitaires) dans le cadre de l'élaboration des nouveaux Plans communaux de développement (PCD), de nouvelle génération, au sein des Conseils consultatifs communaux installés avec l'accompagnement du CapDeL, dans chacune des communes pilotes".

L'appel à projets du CapDeL permet ainsi à la société civile de "renforcer ses capacités tout en jouant un rôle clé dans le processus du développement communal, d'une part, à travers une participation plus active et plus efficace dans les processus de gouvernance et de développement local, et d'autre part, par la mise en œuvre de projets associatifs qui ont un impact sur le développement et la vie des citoyens de la commune".

Le CapDeL (démocratie participative et développement local) est un programme promu par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), avec le soutien de l'Union européenne.

Il vise, "à travers le renforcement des capacités des acteurs du développement local, la promotion d'une gouvernance locale concertée et transparente, le renforcement de la cohésion sociale et l'émergence d'une économie locale solidaire et diversifiée".

R. E.

SECTEUR DE LA PÊCHE

Renforcer la protection sociale et la promotion des micro-entreprises

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de Sécurité sociale, El Hachemi Djaâboub, ont procédé à l'installation d'une commission ministérielle mixte pour renforcer la sécurité sociale des professionnels de la pêche et la promotion des micro-entreprises activant dans ce domaine.

Intervenant lors de la cérémonie d'installation, Ferroukhi a affirmé que le travail de cette commission mixte permettra aux deux secteurs d'avoir une approche homogène sur la protection sociale des différentes catégories travaillant dans le domaine de la pêche, tout en élargissant la couverture sociale à d'autres catégories.

Il s'agit, notamment, des jeunes entrepreneurs (micro-entreprises) activant dans les nouveaux métiers en rapport avec la pêche mais qui ne sont pas encore recon-

nus par la sécurité sociale, en citant l'exemple des aquaculteurs. Ferroukhi a rappelé que des commissions régionales, mises en place avant cette commission nationale, ont permis de faire une évaluation sur les contraintes ayant trait à la prise en charge des professionnels du secteur, ce qui devrait, selon lui, accélérer les mesures adaptées pour régler leurs différents problèmes.

La commission aura également pour mission la révision et l'actualisation des textes en vigueur relatif à la protection sociale en définissant la relation entre le marin et le capitaine du navire, tout en tenant compte des spécificités de ce métier et de ses risques, a-t-il encore expliqué. Pour sa part, Djaâboub a affirmé l'engagement de son secteur sur la prise en charge des problèmes sociaux des pêcheurs. A cet effet, il a indiqué avoir instruit les cadres de son ministère ainsi

que les responsables des différents fonds (Cnas, Casnos) pour accompagner cette commission afin de faciliter la prise en charge sociale de cette catégorie et leur garantir une retraite décente.

"Le travail consiste à sensibiliser les marins pêcheurs et les amateurs sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale des salariés ou des non salariés afin de garantir leur droit à la retraite. Il s'agit également de leur faciliter l'accès aux différentes prestations fournies, telles que l'assurance maladie et la carte Chifa", a-t-il ajouté.

A ce propos, le ministre du Travail a évoqué la dernière circulaire interministérielle récemment mise en vigueur qui garantit, à travers la carte d'assurance Chifa, une couverture sociale et une prise en charge effective des marins engagés à bord de navires et de bateaux de pêche.

R. E.

PROSPECTION DE L'OR Lancement de l'opération "dans les jours à venir"

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué que l'opération de prospection de l'or par les coopératives de jeunes sera lancée "dans les jours à venir dans des régions du Sud algérien". Faisant état de 178 carrés réservés jusque-là à l'artisanat de l'or, le ministre, qui s'exprimait dans un point de presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, a affirmé que l'opération est sur le point d'être lancée, et ce, dès la finalisation des dernières retouches en rapport avec les "dispositions de sécurisation".

Saluant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la lutte contre l'exploitation anarchique de cette ressource minière, Arkab a indiqué que son département ministériel s'attèle à lancer l'activité industrielle dans la prospection de l'or, selon des normes technologiques de pointe, en collaboration avec des technologues avérés.

Réorganiser le secteur minier à travers la révision de la loi minière et capter davantage les investisseurs en vue d'optimiser la production figurent parmi les principales actions menées par le ministère des Mines, qui s'oriente vers l'implication des micro-entreprises au processus d'investissement minier, a souligné le ministre.

Elaboration de 26 contrats de recherches de substances minérales

"Le secteur des mines a déjà élaboré 26 contrats de recherches de nouvelles substances minérales dans la perspective d'élargir la base minière algérienne et trouver des extensions dans les gisements existants en vue d'augmenter la production nationale en la matière", a précisé le ministre lors d'une conférence de presse. Les contrats de recherche ont été établis par l'Agence des activités minières (AAM) et l'Office national de la recherche géologique et minière (ONRGM), a déclaré le ministre, qui a insisté sur l'impératif "d'augmenter et de multiplier" la production des matières premières considérées comme la base du développement durable. L'investissement dans le domaine minier constitue aujourd'hui une "obligation", d'autant plus, a ajouté le ministre, que l'Algérie s'attèle à relancer les industries de transformation, nécessitant la disponibilité des matières premières en quantités suffisantes. Dans ce cadre, Arkab, qui a indiqué que l'Algérie possède un "important potentiel minier", a fait état d'une vaste opération de mise à jour du domaine minier lancée à l'aide des technologies de pointe et de la géophysique aéroportée (système d'acquisition de données géophysiques à l'aide d'un aéronef).

Il s'agit-là, d'un "balayage total devant permettre l'identification avec précision les indices et les gisements existants et l'élargissement de la carte minière nationale", a précisé le ministre, réitérant l'engagement de son département ministériel à "ouvrir le champ d'investissement dans ce domaine dans le strict respect de la loi en vigueur". Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a posé, à Ouled Rahmoune (Constantine), la première pierre d'un projet de réalisation d'une nouvelle usine de production de carbonate de calcium micronisé.

Le ministre a également visité une usine de production de carbonate de calcium de statut privé implanté dans la même région (Ouled Rahmoune).

R. E.

Grossesse : les maladies qui mettent en danger le fœtus

Certaines maladies banales en temps normal, peuvent avoir de lourdes conséquences lorsque l'on est enceinte. Des maladies comme la rubéole, la toxoplasmose, la varicelle, le cytomégalovirus (CMV)... peuvent atteindre le fœtus et entraîner des malformations, des retards de croissance, voire des morts fœtales in utero. Le point avec le docteur Adèle Pagès, gynécologue.

En règle générale, les femmes enceintes sont des patientes fragiles car leurs défenses immunitaires sont diminuées. Certaines maladies courantes deviennent à risques pour le fœtus. La gynécologue Adèle Pagès rappelle : "Toute fièvre ou éruption cutanée pendant la grossesse doit amener à consulter son médecin."

Rubéole, varicelle, grippe, coqueluche : prévenir avant la grossesse

Tout d'abord, Adèle Pagès souligne l'importance de ce qu'il faut faire avant d'être enceinte : "Il est fortement recommandé de vérifier les vaccinations, spécialement celles de la rubéole, de la grippe en période endémique, mais également de la coqueluche, et éventuellement de l'hépatite B."

Certains agents infectieux sont capables de traverser la barrière du placenta et être responsables de complications fœtales. D'autres ne traversent pas la barrière placentaire mais peuvent infecter le nouveau-né à la naissance, pouvant mettre gravement en danger la vie du nouveau-né. Enfin, "Même si tous les agents infectieux ne passent pas la barrière placentaire, certains sont tout



de même susceptibles de provoquer des contractions et susceptibles de provoquer des accouchements prématurés", rappelle le docteur Adèle Pagès.

A noter donc, que certaines maladies virales peuvent être évitées par des vaccins disponibles :

Le vaccin de la rubéole : Vaccination habituellement dans l'enfance. Il faut s'assurer que les femmes ayant un projet de grossesse ont bien reçu 2 doses de vaccin (surtout chez les femmes nées avant 1983)

Le vaccin contre la varicelle : Avant un projet de grossesse, il est également important de savoir si la femme a eu la varicelle dans l'enfance. Si ce n'est pas le cas, on recommande de faire un vaccin avant la grossesse.

Le risque ? Le développement de malformations surtout quand on contracte la varicelle avant 4 mois de grossesse. Après 20 semaines d'aménorrhée, il

n'y a plus risque de malformations. Cependant, si la maman attrape la varicelle quelques jours avant ou après l'accouchement, le risque pour le nouveau né est d'être infecté à son tour. Il s'agit de la varicelle néonatale qui est une infection sévère. Le docteur Adèle Pagès rappelle également : "La varicelle chez l'adulte et notamment la femme enceinte est potentiellement grave avec un risque de pneumonie varicelleuse. Il y a donc un double intérêt à bien s'assurer que la femme est vaccinée." Attention, il n'est pas possible de vacciner contre la varicelle une femme déjà enceinte et il faut attendre un mois avant de concevoir après une vaccination.

Le vaccin de la coqueluche : si il y a un projet de grossesse, la femme doit vérifier qu'elle est bien vaccinée contre la coqueluche, ainsi que tout l'entourage du futur bébé. La coque-

luche est particulièrement dangereuse avant l'âge de 6 mois. Or, cela ne provoque pas de malformations. Le seul risque est à la naissance en cas de contagion. Chez le nouveau-né, des complications graves peuvent survenir, notamment pulmonaires. La vaccination est possible en fin de grossesse ou après l'accouchement.

Le vaccin de la grippe : en période d'épidémie hivernale, il n'y a pas de malformations possibles pour le fœtus, mais la grippe néonatale est extrêmement grave. Même pendant la grossesse, la femme enceinte peut se faire vacciner contre la grippe en période d'épidémie hivernale.

Toxoplasmose : risques de fausses couches et malformations fœtales

En dehors de la grossesse, cette maladie ne pose aucun problème particulier.

Les symptômes pouvant apparaître sont la fièvre, un peu de fatigue, des ganglions au niveau du cou. Mais dans la plupart des cas, l'infection ne donne aucun signe, voilà pourquoi il peut s'avérer difficile de repérer l'infection. Ainsi, une sérologie de la toxoplasmose est systématiquement prescrite avant ou en début de grossesse.

Le germe en question est un parasite appelé toxoplasma gondii qui se retrouve dans la terre. La transmission peut se faire via la consommation de fruits et légumes contaminés par le contact de la terre, les chats et leurs excréments mais aussi dans la viande et les poissons crus. Le Dr Adèle Pagès recommande alors quelques mesures de précaution à prendre.

Si le test de sérologie toxoplasmose révèle qu'on n'est pas immunisé (autrement dit on n'a jamais attrapé la toxoplasmose auparavant) :

*Se laver les mains régulièrement, surtout après avoir manipulé de la viande crue ou des légumes souillés, après avoir caressé son chat ou avant de passer à table.

*Eviter le contact avec les chats et ne pas changer leurs litières (si c'est un chat d'appartement qui ne quitte pas le domicile et qu'il est nourri exclusivement aux croquettes ou conserves, ces mesures sont inutiles).

*Bien laver les fruits et les légumes avant consommation.

*Eviter la consommation de légumes crus au restaurant.

*Pour les viandes crues et poissons crus ou crustacés : bien faire cuire et congeler au préalable pour détruire le parasite.

Quels risques pour le fœtus ?

Le risque de transmission de la toxoplasmose entre la mère et le bébé est assez faible en début de grossesse, mais augmente au cours de la grossesse.

La gynécologue rappelle que cette infection peut engendrer des fausses couches si on l'infection survient au premier trimestre de grossesse. En



dehors de cette période, il y a peu de risques de mort fœtale mais la toxoplasmose peut engendrer des malformations importantes notamment au niveau neurologique et ophtalmologique (type cataracte ou chorioretinite avec un risque de cécité) ou encore des retards de croissance. Plus l'infection survient tôt pendant la grossesse, plus les complications sont potentiellement graves.

Listéria : des risques de mort fœtale in utero

La bactérie listeria monocytogenes se transmet via la consommation d'aliments contaminés. Dr Adèle Pagès nous rappelle l'hygiène alimentaire à suivre avec les aliments à éviter pour éviter le risque d'infection :

*Les produits de la mer crus : les poissons (même fumés), coquillages, les sushis, sashimis, le surimi, les huîtres, etc.

*Les viandes crues ou peu cuites.

*Les charcuteries artisanales : notamment les rillettes, les produits en gelée, les pâtés, le foie gras, etc.

*Les fromages aux laits crus à pâtes molles à croûte fleurie (type camembert, brie) et à croûte lavée (type munster, pont-l'évêque), mais aussi les fromages râpés industriels. Préférez les fromages à pâtes cuites comme le gruyère ou le comté.

*Les symptômes chez la mère : une fièvre inexplicable, des symptômes ORL ou digestifs, voire exceptionnellement une septicémie.

Les risques pour le fœtus :

*Fausses couches spontanées
*Mort fœtal in utero
*Accouchement prématuré
*Infection du nouveau-né
Rappel : le docteur Adèle Pagès précise

qu'"un traitement antibiotique précoce et urgent limite les complications."

Rubéole : retards de croissances et malformations

Autre maladie dangereuse : la rubéole. Son germe est un virus. La transmission de ce dernier se fait par voie aérienne (tout, éternuements, mouchage). L'infection peut passer inaperçue chez la femme enceinte ou être responsable d'une fièvre et d'une éruption cutanée évocatrice.

Pour le fœtus, il y a un risque de malformations sévères si l'infection survient avant 20 semaines d'aménorrhée.

Conséquences possibles :

*Retard de croissance.
*Malformations cardiaques.
*Atteintes neurosensorielles : oculaires avec risque de cécité et atteintes auditives avec risque de sur-

dité.
*Retards psychomoteurs.
La gynécologue souligne : "Il faut bien s'assurer d'être vaccinée avant la conception. Deux injections sont nécessaires pour être protégée contre la rubéole". Il faut ensuite attendre un mois après le vaccin pour concevoir.

Si les femmes ont déjà fait les 2 rappels, elles sont automatiquement protégées quelque soit le résultat de la prise de sang lorsqu'elles sont enceintes.

Chez une femme non protégée par la vaccination, sachant que la vaccination n'est pas possible pendant la grossesse :

Le Dr Adèle Pagès nous rappelle quelques gestes de prévention :

*Eviter le contact avec toute personne atteinte de rubéole.

*Ne pas partager les objets de la vie quotidienne avec ses proches (couverts, verres, brosses à dents...).

*Aérer régulièrement vos pièces, maintenir une température à 19°C.

*Une sérologie de contrôle sera faite vers 18 à 20 semaines d'aménorrhée pour s'assurer de l'absence de séroconversion pendant la grossesse avec risques de malformations sévères.

Cytomégalovirus : des atteintes neurologiques

Le CMV (cytomégalovirus) est un virus qui s'attrape par contact aérien, par les sécrétions des muqueuses, surtout par la salive, il faut éviter le contact avec les enfants en bas âge. La gynécologue insiste : "Quand on est enceinte, on évite d'échanger les cuillères avec les jeunes enfants." Cela même si l'infection maternofoetale reste rare.

Les symptômes chez la mère : dans la plupart des cas, l'infection par le virus reste asymptomatique. Il peut cependant y avoir parfois des :

*Symptômes grippaux banals.
*Eruptions cutanées : tâches rouges assez typiques. Au départ sur le visage puis vers le tronc et les membres.

●●●





*Un retard de croissance.

*Une mort fœtale in utero.

Il n'y a pas de vaccins disponibles contre ce virus. Le docteur Adèle Pagès nous rappelle quelques mesures de prévention à adopter :

Eviter le contact avec les enfants en bas âge même si cela reste une mesure compliquée quand la mère est en contact avec d'autres enfants.

Se laver les mains fréquemment et systématiquement après changes et mouchage des enfants.

Eviter d'échanger les couverts.

Le dépistage du CMV par une sérologie en début de grossesse est controversé et discuté depuis plusieurs années.

Parvovirus B19 : fausses couches et morts fœtales

Le parvovirus B19 est une infection rare, la transmission se fait par voie aérienne principalement.

Quels symptômes chez la mère ?

L'infection est généralement bénigne, et peut être asymptomatique. Cependant, il est également possible d'avoir un syndrome pseudo grippal peu spécifique (fièvre, douleurs musculaires et/ou articulaires), ou encore des éruptions cutanées. La majorité des femmes sont cependant immunisées.

Le Dr Adèle Pagès explique : "Il faut savoir que dans la grande majorité des cas, il n'y a pas de transmission fœtale (le risque est de 10%) mais il peut être responsable d'anémie fœtale avec un risque de fausse couche ou de mort fœtale in utero." Plus l'infection est précoce, plus les conséquences sont graves.

Hépatite B, Hépatite C et VIH : des risques d'infections néonatales

Il n'y a pas de risques de passage placentaire mais il existe un risque de transmission à l'accouchement avec un risque d'infection néonatale. Ainsi, il est important de se faire dépister au mieux avant ou pendant la grossesse par une sérologie VIH, VHB et VHC car des mesures spécifiques pendant la grossesse et à l'accouchement seront entreprises pour la mère ainsi que l'enfant à la naissance.

Syphilis : malformations, retards de croissances, morts fœtales in utero

La syphilis est une infection sexuellement transmissible. L'agent responsable est la bactérie *treponema pallidum*. Le dépistage se fait en début de gros-



sesse. Cette maladie provoque des risques de malformations fœtales, des risques de retards de croissance et des morts fœtales in utero. Un traitement est disponible si il y a une sérologie positive en début de grossesse.

Voyages : attention au zika

La gynécologue nous rappelle : "De manière générale, il faut éviter de voyager dans les pays à risque quand on a un projet de grossesse. Je pense notamment aux Antilles pour le virus Zika, qui peut donner des risques de malformations cérébrales. Il est donc nécessaire de consulter un médecin lors d'un projet de voyage à l'étranger et notamment dans les zones à risques"

Papillomavirus : un cas particulier

Il n'y a pas de risques de malformations fœtales avec le papillomavirus, mais il existe un risque de papillomatose laryngée à la naissance avec risque de détresse respiratoire, si il y a présence de condylomes vulvaires (verrues vulvaires) chez la mère pendant l'accouchement. C'est le contact du bébé avec ces condylomes à l'accouchement peut être potentiellement responsable de détresse respiratoire à la naissance. D'où l'importance notamment de la vaccination HPV, contre le cancer du col de l'utérus. Outre le bénéfice sur le risque de cancer du col de l'utérus et la prévention des conisations, susceptibles de provoquer des accouchements prématurés ou des fausses couches tardives, le vaccin permet de prévenir l'apparition des condylomes vulvaires.



BOUMERDES, PRODUCTION HALIEUTIQUE

Légère hausse en 2020



La production halieutique, notamment celle des poissons bleus, a connu une légère hausse au cours de l'année 2020 dans la wilaya de Boumerdes, comparativement à la même période de l'année 2019, cela en dépit de la crise sanitaire.

PAR BOUZIANE MEHDI

C'est ce qu'a annoncé, jeudi 24 décembre, le directeur local de la pêche et des productions halieutiques (DPPH), Kadri Chérif, indiquant à l'APS que la "production halieutique, pour la période suscitée, a atteint les 6.000 tonnes soit une hausse de près de 2 % comparativement à la même période de 2019, ce qui est positif, eu égard du contexte pandémique qui a paralysé l'activité de pêche pendant une longue période", signalant que "la production halieutique enregistrée durant la même période de 2019 n'a pas dépassé les 5.800 tonnes".

Le gros de la production a été réalisé

"durant les mois de janvier, février, avril, mai, octobre et décembre, avec une production mensuelle estimée entre 600 et 900 tonnes", a observé le même responsable, précisant que "90 % de la production halieutique représentent les pélagiques (sardines et anchois) et le reste représente d'autres espèces de poissons, moules et crustacés", et soulignant que "cette hausse de la production a été toutefois accompagnée par une perturbation dans l'offre halieutique sur les marchés locaux, ce qui s'est répercuté négativement sur les prix qui ont connu des fluctuations et signalant, à ce titre, que le prix du kilogramme de la sardine a atteint les 400 DA, puis les 500 DA avant d'atteindre la barre des 700 DA, durant certaines périodes de l'année en cours".

Suite à des indices annonçant une bonne saison halieutique, une baisse a, exceptionnellement, été enregistrée durant l'été dernier et durant cette période la sardine a été cédée contre 200 ou 250 DA/kg, avant de connaître une nouvelle hausse qui se maintient à ce jour.

Le même responsable a affirmé à l'APS que "l'augmentation de la production halieutique enregistrée est liée notamment à l'adaptation des professionnels de la pêche aux différentes mesures de prévention

contre la pandémie sanitaire après la reprise de l'activité, un recul des pannes sur les bateaux de pêche, et un climat et des courants marins favorables de ces derniers mois et qui ont encouragé les pêcheurs à redoubler d'efforts et à multiplier les sorties en mer, ajoutant que la baisse des contraventions commises par des pêcheurs et l'interdiction d'exercer pendant la période de repos biologique (du 1er mai au 31 août) qui a frappé les propriétaires de chalutiers, afin de préserver la ressource halieutique, ont également contribué à cette hausse de production".

S'étendant sur près de 100 kilomètres, de la localité d'Alfir à l'est à Boudouaou-Maritime à l'est, la côte de la wilaya compte 9 plages d'échouage et trois ports principaux d'une capacité d'accueil d'une flotille de pêche 409 embarcations et qui activent actuellement au niveau de toute les infrastructures portuaires locales et sur ces 409 embarcations 200 exercent au niveau du port de Zemouri, plus de 100 à Dellys et 100 autres unités de pêche à Cap-Djinet, a indiqué l'APS, précisant que le nombre de professionnels est de plus de 4.000 entre artisans et pêcheurs dont 3.700 inscrits.

B. M.

BATNA, NOUVEL AN AMAZIGH 2971

Lancement des festivités depuis Menaâ

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a annoncé, début décembre à Batna, que le "lancement des festivités nationales officielles du Nouvel An amazigh Yennayer 2971 aura lieu à Menaâ dans la wilaya de Batna".

Dans une conférence de presse animée au siège de la wilaya en présence du wali, Si El Hachemi Assad a indiqué que "le début des festivités aura lieu le samedi 9 janvier 2021 à Menaâ avec une visite pour la région de Bouzina", expliquant ce choix par "la richesse du patrimoine culturel matériel et immatériel de cette région".

La manifestation, qui se poursuivra jusqu'au mercredi 13 janvier, verra l'organisation avec la participation d'associations de la région d'expositions d'artisanat, de livres, de produits multimédias en langue amazighe en plus d'une opération de reboisement de 1.000 plants d'arbres à Menaâ.

La salle de conférences de Menaâ accueillera le 9 janvier un séminaire sur "La culture amazighe entre créativité et réceptivité dans les arts (cinéma, théâtre, arts plastiques et musique)", qui sera organisé conjointement par l'université Batna-2, le laboratoire de recherche sur les esthétiques visuelles dans les pratiques artistiques algériennes et la faculté des lettres arabes et des arts de l'université Abdelhamid-Benbadis de Mostaganem.

Le programme prévoit aussi l'inauguration d'une fresque à Menaâ et le départ au terme de ces activités d'une caravane d'artistes et écrivains de la wilaya de Batna en direction d'Alger pour participer à la cérémonie de remise du prix du président de la République de la langue et de littérature amazighes, prévue le mardi 12 janvier, au centre international des conférences Abdelatif-Rahal.

Ce prix est un acquis majeur obtenu en 2020 avec l'aval du président de la

République Abdelmadjid Tebboune.

Relevant que "les préparatifs de ces festivités ont débuté depuis plusieurs mois au niveau du HCA", Si El Hachemi Assad a évoqué les activités du HCA adaptées à la conjoncture de la pandémie sanitaire.

Il a également souligné la "publication de l'encyclopédie amazighe avec la contribution de compétences algériennes spécialisées dans la langue et la culture amazighes". Si El Hachemi a indiqué avoir rencontré, durant sa visite à Batna, les "directeurs de plusieurs secteurs dont ceux de l'éducation, de la culture et l'université avec qui il a évoqué l'intégration de la langue amazighe localement".

Le secrétaire général du HCA s'est rendu dans la commune de Menaâ pour s'enquérir des préparatifs de cet événement national.

APS

MOSTAGANEM

Les éléments de l'ANP participent à une campagne de reboisement

Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont participé, à Mostaganem, à une campagne de reboisement, sous la conduite du commandant du secteur militaire de Mostaganem, 2^e Région militaire (RM 2).

Dans le cadre de la campagne de reboisement nationale, il a été procédé, en coordination avec les différents services de sécurité, les autorités locales civiles et la presse nationale, en consolidation du lien Armée-Nation et sous le slogan - Qu'il le plante -, au lancement d'une large campagne de reboisement au niveau de la forêt des Dunes d'Ouréah dans la région de Mezghrane, sous la conduite du commandant du secteur militaire de Mostaganem, avec une participation massive des éléments de l'ANP relevant des unités du territoire de compétence, ainsi que des différents acteurs de la société civile et associations activant dans le domaine de l'environnement, outre des cadres et agents des services des forêts.

BLIDA

Le stade Mustapha-Tchaker opérationnel dès mars 2021

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida sera de nouveau apte à abriter des matchs de football à partir du mois de mars prochain, après l'achèvement des travaux de réhabilitation qui y ont été menés au cours des trois derniers mois et qui ont ciblé essentiellement la pelouse. Le stade Chadid-Mustapha-Tchaker de Blida sera fin prêt au mois de mars prochain et pourra accueillir éventuellement la dernière rencontre de la sélection nationale seniors face au Botswana, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can-Total 2021). La pelouse du stade Mustapha-Tchaker nécessitait véritablement d'être remise à niveau, surtout qu'elle a été le terrain fétiche des Verts pendant plus d'une dizaine d'années.

Grâce à ces travaux de rénovation, le terrain a retrouvé ses couleurs et pourra de nouveau être exploité par le sélectionneur Djamel Belmadi et ses poulains.

En attendant, les Verts, qui ont déjà assuré leur qualification à la phase finale de cette Can-2021 prévue au Cameroun, évoluent au stade du 5-Juillet à Alger.

APS

TUNISIE

Ghannouchi menace son parti d'implosion



La première formation politique de Tunisie est en crise. Alors que Rached Ghannouchi, le chef d'Ennahda, ne veut pas lâcher le pouvoir, la grogne monte parmi les figures historiques du parti d'inspiration islamiste qui a connu ces derniers mois contestations et démissions en chaîne.

Le dernier acte de la révolte a eu lieu au moment du passage à la nouvelle année, entre le jeudi 31 décembre et le vendredi 1er janvier, lors de l'élection du bureau exécutif d'Ennahda. Rached Ghannouchi, chef du parti, a soumis au vote la liste de ses membres. Et plusieurs de ces noms, réputés proches du leader historique des islamistes, n'ont pas obtenu

le nombre de voix nécessaire. Parmi les victimes de cette fronde, il y a Rafik Abdesslem, le gendre de l'ancien opposant historique aux deux régimes dictatoriaux qu'a connus la Tunisie depuis son indépendance.

Dans le camp de ceux qui tiennent tête à Rached Ghannouchi, Samir Dilou, député et membre du groupe "Celle liste proposée pour validation n'était pas consensuelle. Normalement, il doit y avoir des négociations pour tomber d'accord sur le choix des candidats. Cela n'a pas été fait."

Créé en 1981 sous le nom de Mouvement de la tendance islamique (MTI) et interdit jusqu'à la révolution, Ennahda domine la vie politique tunisienne depuis 2011. Mais le parti est aujourd'hui plongé dans une crise existentielle. Son électorat s'est érodé au fil des scrutins et les couacs se sont accumulés, comme lors des élections de 2019. Son candidat, Abdelfattah Mourou, n'a pas passé le premier tour

de la présidentielle et même si les législatives ont confirmé sa place de premier parti de Tunisie, c'est avec des résultats bien inférieurs à ceux des premières années de la révolution.

Certains n'hésitent plus à remettre en cause la parole du chef, qui est aussi depuis le 13 novembre 2019 le président de l'Assemblée des représentants du peuple, le Parlement monocaméral tunisien. Le 16 septembre 2020, une lettre signée par 100 personnalités du mouvement islamiste est rendue publique.

"Le vrai problème d'Ennahda est la succession de Rached Ghannouchi, cela provoque des tensions très fortes qui ont travaillé en profondeur le parti", considère Hamza Meddeb.

Certaines figures islamistes très influentes, qui gravitent autour du chef, voudraient lui accorder une exemption pour qu'il se maintienne à la tête de la formation, tandis que d'autres y sont opposées.

LITUANIE

La Géorgie rebaptisée



La Lituanie a officiellement rebaptisé la Géorgie en Sakartvelo, deux ans après avoir utilisé les deux noms pour désigner cette ancienne République soviétique.

La Géorgie s'appelle désormais offi-

ciellement Sakartvelo en Lituanie conformément à une décision prise le 7 janvier par le président de la Commission d'État pour la langue lituanienne (VLKK), Audrys Antanaitis.

"La Commission nationale de la langue lituanienne a décidé: de modifier la liste des noms des capitales des États approuvée par la Commission nationale pour la langue lituanienne [...] en 1996 [...], de supprimer le nom Gruzija dans la colonne Noms officiels des pays, et de le remplacer par Sakartvelas", est-il indiqué dans la résolution.

Sakartvelo est le nom propre de la Géorgie, signifiant littéralement "le pays des Géorgiens". Toutefois, de nombreuses langues utilisent la racine grecque pour désigner cette République issue de l'URSS.

En 2018, la commission pour la langue lituanienne avait déjà permis l'utilisation alternative des deux variantes de nom pour la Géorgie et ses habitants, mais la Géorgie restait jusqu'ici le nom officiel.

Agences

NIGER

La coalition d'opposition déposera un recours pour les législatives

La coalition va déposer ce recours auprès de la Cour constitutionnelle pour contester les résultats des élections législatives et du premier tour de la présidentielle qui se sont tenus le 27 décembre. Cap 20/21 rassemble 18 partis derrière le candidat Mahamane Ousmane, ancien président, qualifié pour le second tour qui se tiendra le 21 février. Dimanche, au Palais des sports de Niamey, où 3.000 personnes étaient rassemblées, les membres de la coalition ont lancé "un appel à la responsabilité civique à toutes les forces politiques du Niger" à rallier le camp de l'alternance. La coalition dénonce également des fraudes sur les élections générales du 27 décembre et demande l'invalidation de certains résultats. Explications avec Barké Moustapha, directeur national de campagne du Moden FA Lumana, membre de Cap 20/21. De la Céni, nous n'attendons pas grand-chose. Mais nous sommes pas républicains, donc si nous avons des contestations, nous utilisons les moyens légaux pour contester. Nous avons adressé une lettre au président de la Céni pour demander que les présidents des Céni qui ont permis d'avoir des résultats de ce genre-là soient récusés pour le second tour, ils ne doivent pas faire partie du dispositif (...)

CENTRAFRIQUE

Dans la peur d'un assaut rebelle

Sur le terrain, les groupes armés mettent la pression et des positions se cristallisent comme à Boali où leur avancée a été arrêtée par les forces centrafricaines appuyées par des forces alliées. Les rebelles ont été repoussés en dehors de la ville. Les habitants sur place tentent d'assurer le quotidien. C'est avec une escorte au sol ainsi qu'un soutien aérien dans certaines zones que le Premier ministre s'est rendu à Boali. Marlyse et Marius se pressent sur le bord de la route pour voir leurs autorités. On leur demande comment ils se sentent. "Pas bien. On ne se sent pas bien", répondent-ils d'une petite voix.

Le marché est ouvert dans le centre ville de Boali mais ce n'est pas comme d'habitude. "C'est très calme. Il n'y a pas beaucoup d'activité. Les gens ont peur des rebelles. C'est pour ça qu'il n'y a pas d'activité, que c'est bloqué", nous confie une femme et un homme. Beaucoup craignent des attaques impromptues. "Il n'y a aucune activité. Les gens sont restés en brousse. Nous aussi nous étions en brousse. Nous sommes sortis ce dimanche juste pour aller à l'église. Cet après-midi, nous repartirons en brousse." Le Haut-Commissariat aux réfugiés estime qu'environ 60.000 personnes sont déplacées à travers le pays, 30.000 dans les pays voisins à cause de l'insécurité récente.

Agences

MALI

Barkhane, une opération française coûteuse au maigre bilan

Les autorités, l'Armée et les principaux responsables politiques maliens tiennent à la présence de Barkhane même si certains Maliens, opposés à l'opération française, ressentent Barkhane comme une armée d'occupation...

Accusée de bavure envers des civils maliens, l'armée française nie en bloc, évoquant l'élimination de djihadistes. Pour Nicolas Normand, ex-ambassadeur de France au Mali, si la contestation de Barkhane est compréhensible, cette force reste indispensable à l'intégrité du pays.

La polémique n'en finit plus d'enfler. L'état-major des Armées s'est donc exprimé ce 7 janvier sur l'attaque aérienne de Bounti, dans le centre du Mali, menée le 3 janvier par deux Mirage 2000 et un drone Reaper, qui ont "neutralisé une trentaine de GAT". Ce groupe armé terroriste, la katiba Serma, est affilié au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, alliance djihadiste elle-même affiliée à Al-Qaïda. L'analyse de la zone avant et après l'impact des trois bombes ainsi que les renseignements obtenus permettent "d'exclure la possibilité d'un dommage collatéral", selon le communiqué qui s'insurge contre toute allégation qui relèverait de la "désinformation".

Par ailleurs, le ministère des Armées a annoncé l'ouverture d'une enquête "pour mieux comprendre ce qui s'est passé". La Défense malienne avait déjà diffusé une version similaire des faits selon lesquels "l'environnement observé n'a montré ni scène de mariage, ni enfants ou femmes."

Si les résultats des enquêtes successives venaient à blanchir Barkhane de tout soupçon, ces "allégations" tenues par des villageois et une association laisseront toutefois des traces dans l'opinion publique malienne, dont une partie significative est déjà hostile à l'armée française.

Un nouvel Afghanistan pour l'armée française ?

Si les autorités, l'armée et les principaux responsables politiques maliens "tiennent énormément à la présence de Barkhane", selon l'ambassadeur Nicolas Normand, en poste à Bamako de 2002 à 2006, certains Maliens, opposés à l'opération française, "ressentent Barkhane comme une armée d'occupation". L'ancien diplomate dit le comprendre, vu le passé colonial, mais surtout en raison d'un constat d'inefficacité : "La situation sécuritaire ne s'est pas améliorée globalement depuis 2014." Des propos confirmés par Antonio Guterres,



secrétaire général de l'Onu, qui déplore dans un rapport la dégradation de la situation "dans le centre et le nord du Mali".

L'"enlèvement de l'armée française" au Mali fait également des dégâts côté français. Après les trois militaires du 1^{er} régiment de chasseurs tués dans une attaque le 28 décembre, la liste s'est allongée avec deux morts supplémentaires, ceux-ci du 2^e régiment de hussards, le 2 janvier à Menaka. Ce qui porte à 50 le nombre de soldats français tombés au Mali.

Mais qu'a fait l'Armée française depuis 2013 avec l'Opération Serval, suivie par Barkhane? Florence Parly, ministre des Armées, s'est félicité de "succès militaires importants" remportés en 2020, avec la neutralisation de deux leaders terroristes, Abdelmalek Droukdal en juin et Bah Ag Moussa en novembre.

Pas de solution militaire contre les djihadistes

Aucune force militaire sur la planète n'a pu réduire complètement, remporter une victoire décisive sur les djihadistes, donc il n'y a pas de solution militaire.

La stratégie ne doit pas être purement militaire. Les réponses aux problématiques djihadistes, séparatistes et intercommunautaires doivent être également de nature institutionnelle, politique, économique. L'un des "objectifs explicites de la force Barkhane consistait à appuyer et renforcer les armées nationales dans le Sahel".

Nicolas Normand fait ainsi allusion à la création de la force conjointe du G5 Sahel, lancée en 2017, dotée de 5.000 soldats des cinq pays sahéliers (Mauritanie, Niger, Tchad, Burkina Faso et Mali) répartis en sept bataillons. Mais "on ne fait pas une force en assemblant cinq faiblesses", déclare-t-il.

Le constat d'inefficacité est similaire

pour la Force "européenne" Takuba, rassemblant quelques groupements de forces spéciales de l'Hexagone et d'Estonie. Pour le diplomate, il est clair que "ces deux forces ne sont pas opérationnelles pour des raisons multilatérales : - qui finance, qui décide, comment on s'organise, qui dirige tout cela, c'est extrêmement compliqué", affirme-t-il.

Atermoiements de la France au Mali

Dans un entretien au *Parisien* le 4 janvier, Florence Parly indiquait la possibilité d'une réduction des effectifs de la force Barkhane : "Nous serons très probablement amenés à ajuster ce dispositif: un renfort par définition, c'est temporaire", évoquant les 600 hommes supplémentaires envoyés en février 2020 afin de cibler "le groupe affilié à Daech, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS)" dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger).

Réduction oui, retrait non

Pourtant aucune annonce de retrait définitif des troupes françaises et pour cause, "le retrait de Barkhane provoquerait l'effondrement du Mali", selon Nicolas Normand :

"Si vous retirez brutalement Barkhane, les principales villes du Mali, surtout au nord et au centre, c'est à dire, Gao Tombouctou, Menaka et probablement Mopti, tomberont rapidement aux mains des djihadistes. J'en ai parlé avec les gouverneurs de ces villes au Mali.

Ils m'ont tous dit que leurs garnisons de forces locales, les Fama - les forces armées maliennes - ne tenaient pas le choc devant les groupes armés djihadistes dans cette guerre asymétrique. Ils ont donc absolument besoin de Barkhane. L'utilité de Barkhane, c'est d'empêcher une catastrophe et une désintégration du Mali."

Les troupes françaises peuvent empêcher les groupes armés qui se forment "d'être trop virulents et de menacer l'existence même du Mali", non de les éradiquer, selon l'ex-diplomate. La présence des 5.100 hommes se prolonge donc du fait des défaites successives de l'armée malienne face aux djihadistes et aux séparatistes. Mais il est "évident qu'à terme, la France doit se retirer militairement du Mali", conclut-il.

Coûteux dispositif et pertes humaines

5.200 soldats sont actuellement engagés contre les djihadistes au Mali et au Niger en particulier.

Ceux qui attendaient de Jean Castex une annonce sur un retrait militaire français du Sahel en seront pour leurs frais. Aucune indication n'est venue lors du passage du Premier ministre au Tchad ces deux derniers jours. Jean Castex a insisté sur la volonté intacte de la France de combattre le terrorisme islamiste. Il a aussi salué la mémoire des soldats tués.

Pourtant, l'idée d'un redimensionnement des forces tricolores de l'opération Barkhane est bien d'actualité. En visite au Mali début décembre, le chef d'état-major des armées (Cema), François Lecointre, avait confié vouloir limiter le niveau d'engagement des armées.

Après sept années la situation n'évolue pas favorablement sur place. Le bilan est lourd, trop lourd avec un coût financier important pour la France.

Le prochain sommet de N'Djaména, en janvier ou février, réunissant la France et ses partenaires du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad), donnera éventuellement à Emmanuel Macron l'occasion de préciser ses projets.

MONDIAL-2021 DE HANDBALL

Les Verts en conquérants au Caire

L'équipe nationale de handball messieurs s'est envolée, hier, pour le Caire, la capitale égyptienne, à bord d'un vol spécial pour prendre part à la 27^e édition du championnat du monde masculin de l'épreuve, organisé du 13 au 31 janvier en Égypte.

PAR MOURAD SALHI

Le Sept algérien, qui retrouve cette compétition après avoir raté les deux dernières éditions (2017 et 2019), aura comme objectif de réussir son "come-back". En pleine phase de reconstruction sous la conduite du sélectionneur Alain Portes, les Verts espèrent se qualifier au tour principal et réussir leur grand retour dans la compétition, une année après avoir terminé à la 3^e place au Championnat d'Afrique des nations 2020 disputé en Tunisie.

Mené par l'expérimenté Messaoud Berkous, sociétaire du GS Pétroliers, le groupe algérien, dont le staff technique a été renforcé par un second entraîneur-adjoint aux côtés de Tahar Labane, en la personne d'Hichem Boudrali, est prêt à relever le défi.

"Je suis quelqu'un qui a de l'ambition et je vais essayer de transmettre cela à mes joueurs qui veulent disputer le second tour de ce rendez-vous mondial. A 59 ans, je me prépare pour jouer mon 2^e championnat du monde, ce qui est déjà motivant pour moi et pour la sélection algérienne", a déclaré à la presse Alain Portes, avant de rallier le Caire.

Alain Portes avoue que son équipe s'est préparée dans des conditions particulièrement difficiles, causées par la pandémie de coronavirus. "On s'est préparés avec nos moyens dans un contexte difficile marqué par la pandémie de la Covid-19. Nous avons organisé des stages en présence des joueurs locaux qui ont très bien travaillé. On aurait aimé disputer plus de matches de préparation, mais cela ne nous a pas empêchés de poursuivre notre programme de préparation", a-t-il expliqué.



Le sélectionneur français, Alain Portes, a dévoilé lundi la liste finale des 20 joueurs retenus pour ce rendez-vous international très important. La liste a été arrêtée au terme de l'ultime stage effectué à Alger et ayant remplacé celui qui devait avoir lieu à Manama, au Bahreïn, annulé pour des raisons organisationnelles.

Sept joueurs évoluant à l'étranger figurent sur la liste. Il s'agit de Hicham Kaâbache, Noureddine Hellal, Mustapha Hadj Sadok, qui évoluent au Qatar, Hicham Daoud, Ayoub Abdî, Abdelkader Rahim issus du Championnat français et, enfin, le gardien Khalifa Ghedbane, qui joue en Espagne. Plusieurs éléments vont découvrir le niveau d'un championnat du monde pour la première fois de leur carrière, à l'image du portier Yahia Zemmouchi, ou encore de l'arrière-droit Réda Arib, de l'ailier-droit Mokhtar Kouri et de l'ailier gauche Zohir Naïm.

"Les joueurs professionnels ont tout fait pour bien s'intégrer et s'impliquer à notre méthode de travail. C'était difficile pour eux en Pologne. On aura besoin de tous les joueurs. Nous avons des joueurs d'expérience, mais pour moi, les 20 joueurs sont importants", a-t-il ajouté.

Pour ce qui concerne la première sortie des Verts dans cette édition, prévue demain jeudi face au Maroc, le sélectionneur algérien l'a qualifié de "difficile et importante".

"Le Maroc a beaucoup progressé durant ces huit dernières années. On va essayer de les battre. Je l'ai vu jouer l'année dernière, c'est une équipe qui a des qualités, mais elle a très peu joué comme nous. C'est un match derby et la motivation des joueurs fera la différence", a dit Alain Portes.

Pour les autres adversaires, à savoir le Portugal et l'Islande, Alain Portes confirme que son équipe aura des difficultés, mais tout reste possible. "Nous avons besoin de s'affronter à ces équipes, mais on va essayer de les bousculer. On aura des problèmes sur le plan physique surtout face à l'Islande."

Cette compétition internationale d'envergure se jouera pour la première fois en présence de 32 nations. Les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six. Les deux premières nations de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale.

M. S.

JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN 2022

Le MJS dévoile les dates de livraison des infrastructures

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a dévoilé lundi les dates de livraison des infrastructures concernées par les Jeux méditerranéens d'Oran 2022, dont la cérémonie d'ouverture est prévue dans 18 mois.

"La livraison des infrastructures concernées par les Jeux méditerranéens d'Oran 2022 dans les délais à travers l'engagement des entreprises en charge de la réalisation sur de nouvelles échéances, notamment le 31 mars 2021 pour le stade olympique, le 30 juin 2021 pour le village méditerranéen et le 30 septembre 2021 pour le complexe nautique et la salle omnisport", indiqué le communiqué du MJS.

Réunis lundi, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi, la secrétaire d'État chargée du sport d'élite, Salima Souakri, le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderahmane Hammad, ainsi que les membres du Comité d'organisation des JM-2022, ont réitéré "leur engagement pour la réussite des Jeux d'Oran", en consolidant "les acquis réalisés" et corrigeant les "insuffisances enregistrées".

Sur le plan de la communication et la promotion des JM-2022 au niveau national et international, le MJS a appelé à l'élaboration de programmes sur les chaînes de télévision et de radio publiques dédiés aux Jeux et l'aménagement d'un

Centre de presse. Sur le plan sanitaire, il a été décidé de réunir les membres du Comité d'organisation tous les deux mois jusqu'au début des JM-2022 à l'effet d'assurer une coordination intersectorielle optimale.

Les participants à la réunion du COJM ont également décidé de la mise en œuvre d'un plan de formation pour les jeunes volontaires et des guides et l'adoption des programmes des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux. La prochaine édition des JM, que l'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire après avoir accueilli celle de 1975 à Alger, est prévue du 25 juin au 5 juillet 2022.

APS

DELORT :

"Jouer pour l'Algérie a changé ma vie"

L'attaquant algérien du MHSC Andy Delort, de passage dimanche soir sur le plateau de l'émission *Télé Mag* animée par Ismaïl Boudallah, a révélé que sa sélection avec l'Équipe nationale d'Algérie a complètement changé sa vie.

"Dès que j'ai rejoint la sélection, ils m'ont tout de suite soutenu ! Aujourd'hui, que ce soit dans la rue ou sur les réseaux sociaux, ils sont toujours derrière moi et ça me touche énormément. C'est quelque chose d'extraordinaire pour moi, ça a vraiment changé ma vie et j'espère pouvoir faire le maximum de choses pour mon pays."

Le champion d'Afrique ajoutera que sa sélection avec l'Algérie a "changé beaucoup de choses ! Aujourd'hui je fais partie de l'équipe et j'en suis fier. J'espère vraiment jouer le plus longtemps avec la sélection".

La première visite de Delort en Algérie est intervenue après la victoire en Coupe d'Afrique des nations 2019. Delort explique à ce sujet qu'au retour de l'équipe sur sa terre "pendant tout le trajet on nous répétait -vous n'êtes pas prêts- donc on essayait d'imaginer ce qui allait se passer, mais là-bas, j'ai vu des trucs que je n'aurais jamais imaginé de ma vie. On voyait des choses, c'était extraordinaire, je ne peux même pas l'expliquer. Même avec les joueurs on se regardait, on voyait des gens sur les toits, des scènes extraordinaires. Ça sentait le bonheur et c'est ce qui nous a fait plaisir", explique Delort.

L'attaquant, en grande forme cette saison du côté de Montpellier (8 buts et 6 passes décisives en Ligue 1 Uber Eats), tout comme il a été buteur avec l'EN face au Zimbabwe, a tenu à rendre hommage à son sélectionneur Djamel Belmadi : "Le mérite revient à Djamel Belmadi. C'est lui qui a mis tout ça en place, il a instauré quelque chose dans l'équipe et aujourd'hui on le voit ! Même avec Riyad Mahrez, on le voit à son plus grand niveau quand il vient avec nous et il fait la différence quand il le faut."

ESPAGNE

Mandi, troisième but en Liga

Titulaire une nouvelle fois dans l'axe de la défense lors du déplacement à Huesca lundi soir, le défenseur algérien Aïssa Mandi a marqué son troisième but de la saison.

Le joueur qui n'a toujours pas prolongé avec son club a ouvert le score à la 76^e minute du jeu sur corner un corner d'Emerson. Mandi a sauté plus haut que tout le monde avant de tromper le gardien de Huesca d'un joli coup de casque.

Sanabria ajoutera un second but dans les arrêts de jeu pour une victoire 2-0 et trois points précieux pour le Betis qui lui permettent de remonter en milieu de tableau.

MERCATO

Slimani à Lyon

Tout semble fait pour le départ de l'attaquant de Leicester City Islam Slimani vers Lyon durant ce mercato hivernal.

Selon le journaliste italien Di Marzio et *Skyports*, l'attaquant international algérien Islam Slimani devait passer sa visite médicale hier avec le club rhodanien.

Slimani aurait trouvé un accord sur tous les détails avec les dirigeants de l'OL et devrait signer un contrat de 18 mois comme il le souhaitait.

Après une bonne saison à Monaco l'année dernière, Islam Slimani souhaite refaire la même chose avec l'Olympique Lyonnais.

ENQUÊTES CRIMINELLES



21h00



Le 11 août 1987, une épaisse couverture dissimulée en bordure de l'A10 attire l'attention de deux agents chargés de l'entretien de l'autoroute. À l'intérieur, ils découvrent le corps sans vie d'une petite fille emmaillotée dans une robe de chambre. Le 7 avril 2004, les parents de Jonathan Coulom, dix ans et demi, reçoivent une carte postale de leur fils. Le petit garçon leur écrit de Saint-Brévin-les-Pins, en Loire-Atlantique, où il est en classe de mer.

ENQUÊTE SOUS HAUTE TENSION



21h00



Cet épisode suit les forces de l'ordre de la station balnéaire de Fréjus, dans le Var. L'occasion de découvrir le travail de Sébastien, Fabrice ou Teddy. Ces hommes comptent parmi les 66 policiers municipaux chargés de la sécurité de cette commune où le travail ne manque pas en été entre bagarres, drogue et disputes conjugales. Ils ont également affaire à des bandes souvent organisées et des touristes pour qui bons moments riment parfois avec excès d'alcool.

DISPARITION INQUIÉTANTE



21h00



Esther Lewanski, qui a abandonné la police pour devenir juge, s'inquiète de la disparition d'une jeune mère qu'elle connaissait, Julia Royer, soupçonnée d'avoir abandonné son bébé, Zoé. Convaincue que Julia n'aurait jamais fait ça, Esther décide de prendre part à l'enquête. Mais Julia reste introuvable, et l'affaire se complique avec la découverte d'une jeune noyée, Charlie, dont l'apparent suicide se révèle être un homicide.

DES RACINES ET DES AILES TERROIRS D'EXCELLENCE EN ALSACE



21h00



Le nouveau chantier de restauration de la cathédrale Notre-Dame. Cet atelier unique en Europe se trouve au chevet du monument depuis le Moyen Age. Ses artisans veillent sur elle et sculptent des copies de statues et de décors, endommagés au fil des siècles. Au nord de Colmar, Marc Haerberlin, l'un des meilleurs chefs cuisiniers au monde, se mobilise pour valoriser les produits alsaciens.



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

LES INNOCENTES



21h00



Mathilde Beaulieu, une jeune interne de la Croix-Rouge est appelée par une religieuse polonaise. Mathilde accepte de la suivre dans son couvent où 30 Bénédictines vivent coupées du monde, tombées enceintes dans des circonstances dramatiques, elles sont sur le point d'accoucher. Peu à peu, se nouent entre Mathilde, athée et rationaliste, et les religieuses, attachées aux règles de leur vocation, des relations complexes que le danger va aiguïser...

LE MONDE DE JAMY NOS ANIMAUX ONT LA PAROLE



21h00



Saviez-vous que les chats miaulent pour imiter notre langage ? Qu'un chien peut apprendre une centaine de mots de vocabulaire ? Que les singes communiquent comme les bébés humains ? Que certains oiseaux ont des accents régionaux ? Nos animaux se parlent aussi entre eux. Jamy a placé des caméras au cœur d'une famille pour décrypter avec une spécialiste ce que chiens et chats se disent en notre absence.

MAISON À VENDRE



21h00



Pépita, 73 ans, et Noël, 78 ans, sont tous les deux retraités. Ensemble, ils ont eu une fille, Vanessa, 42 ans. En 1990, ils ont acheté un terrain à Draveil dans l'Essonne, pour faire construire leur maison, comme dans leurs rêves et selon leurs besoins. Depuis leur retraite et l'installation de leur fille à Bordeaux, plus rien ne les retient en région parisienne. Ils ont donc acheté un studio sur le bassin d'Arcachon.

DOC RIEN DE PERSONNEL



21h00



Andrea Fanti réintègre le service, mais avec un nouveau statut. Il ne doit pas être en contact direct avec les patients, ni leur parler. Mais il n'en fait qu'à sa tête. C'est parce qu'il s'est ouvert à un patient et s'est rapproché de lui qu'il est parvenu à percer le mystère de son état de santé. Alex Ferold cache un lourd secret : il a perdu son emploi et ment à sa femme. Andrea comprend qu'il a contracté la leptospirose en traînant près du Lambro.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :

Centre : SIA Diffusion : Midi L
libre

EUURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	06:29
Dohr	12:57
Asr	15:34
Maghreb	17:56
Icha	19:20

CONSEILLÈRE DU PRÉSIDENT SAHRAOUI :

"Nous souhaitons que Joe Biden rectifie l'annonce illégale de Trump"

La conseillère du Président sahraoui, Nana Labaat Rachid, a exprimé, hier, le souhait que le président américain élu, Joe Biden, rectifie l'annonce illégale du président américain sortant, Donald Trump, concernant le Sahara occidental, affirmant que les Etats unis sont mis à "l'épreuve" du respect du Droit international.

"Tout le monde est conscient du chaos provoqué par Trump, durant son mandat, dans la politique extérieure, et pas uniquement la reconnaissance de la prétendue souveraineté marocaine sur les territoires sahraouis occupés", a fait savoir Mme Nana Labaat Rachid dans une déclaration à l'APS, ajoutant: "nous espérons que le nouveau Président élu puisse remédier à ce chaos, en revenant aux chartes internationales foulées au pied par Trump".

La même responsable a assuré, dans ce sens, que "l'annulation de cette annonce illégale et injuste envers le Sahara occidental met les Etats unis à l'épreuve du respect du Droit international", soulignant qu'"après l'intrusion des pro-Trump au Capitole, tout le monde a pris conscience de l'irrationalité des décisions du président américain sortant qui ne sont que pures exhibitions politiques".

Concernant le "Deal" de l'ouverture "d'un Consulat américain" à Dakhla (ville sahraouie occupée), la conseillère du Président sahraoui a estimé, qu'il s'agit là d'"une aventure aux conséquences désastreuses" qui risque de mettre en péril le Droit humanitaire international".

L'observateur n'a pas besoin de plus de décemement, pour relever la grande confusion qui règne sur l'administration Trump, en témoigne la réaction du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo. Ce dernier, qui a affirmé que le consulat des Etats-Unis dans la ville de Dakhla, "sera virtuel et géré depuis Rabat par l'Ambassade américaine,



une première en termes de pratiques diplomatiques", a-t-elle indiqué, ajoutant que le même responsable américain avait reconnu dans un tweet qu'un tel agissement constituait "un précédent et un gros risque qu'aucune Administration américaine n'ait fait jamais pris auparavant". Et d'enchaîner, que "la récente visite effectuée dans la ville de Laayoune occupée par une délégation américaine avait coïncidé avec la nomination du successeur de Pompeo, ce qui signifie que la validité de cette délégation avait expiré, même si le mandat de Trump s'achève dans 10 jours". Pour la conseillère du Président sahraoui, cette visite effectuée dans "une bâtisse vide faisant office d'un soi-disant consulat n'est qu'une pure propagande médiatique visant à

décourager le peuple sahraoui, au vu des victoires réalisées par l'APLS sur le terrain".

Rien ne peut modifier l'essence même de la cause sahraouie et nul ne peut remettre en cause sa justesse", insiste la même responsable sahraouie, précisant que les Etats-Unis ne sont qu'un pays parmi d'autres, qui n'accepteront jamais la transgression du Droit international.

"Nul ne pourra dénaturer la vérité immuable de la cause sahraouie, celle qu'elle est une question de décolonisation et que seul le peuple sahraoui est à même de décider de son sort à travers un référendum d'autodétermination libre, juste, intègre et transparent", souligne la conseillère.

SPÉCIALISÉE DANS LA COMMERCIALISATION DE PIÈCES ARCHÉOLOGIQUES

Démantèlement d'une bande

La brigade de protection du patrimoine culturel, relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran, vient de démanteler une bande criminelle spécialisée dans le trafic de pièces archéologiques de valeur composée de 2 personnes et a récupéré de nombreuses pièces et objets utilisés dans le charlatanisme, a-t-on appris hier, de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

La même source a indiqué, qu'en coordination avec la section de recherches, la brigade de protection du patrimoine culturel relevant du 2ème commandement régional de la gendarmerie nationale ont démantelé une bande criminelle spécialisée dans la commercialisation de pièces archéologiques de valeur historique, et a arrêté deux

personnes âgées entre 33 et 42 ans, originaires de la wilaya de Tiaret, qui effectuaient des fouilles sans autorisations au niveau des sites archéologiques par l'utilisation de livres anciens et de signes de charlatanisme.

L'opération fait suite à l'exploitation d'informations faisant état de deux personnes commercialisant, illégalement et secrètement, des pièces archéologiques, précise la même source, ajoutant qu'une enquête a été lancée qui s'est soldée par l'arrestation des deux suspects et à la récupération de nombreuses pièces, dont deux statuettes de la reine égyptienne Nefertiti, une statuette en bronze de divinité africaine, 97 pièces de monnaie dont 87 pièces en argent remontant à l'Etat

alaouite (Maroc), 2 pièces en or remontant à l'Etat des Aghaliba, 4 pièces de monnaie romaines et une médaille romaine, des pièces en argent remontant à l'époque des Almohades (Mouahidine), 3 pièces de monnaie modernes de Thaïlande, de France et du Maroc, deux boules en marbre appelées œil du serpent, utilisées dans le charlatanisme, ainsi que deux livres très anciens de grande valeur (Chems maaarif koubra), a-t-on fait savoir.

La cellule de communication de ce corps de sécurité estime la valeur totale de ces objets, à environ 31,47 millions de dinars, ajoutant que les deux suspects seront présentés devant la justice, à l'issue de l'enquête qui se poursuit.

SNTF

Plus de 233 actes de malveillance recensés en 2020

Les installations ferroviaires ont enregistré, durant l'année 2020, plus de 233 actes de malveillance, qui ont causé des pertes considérables à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), a affirmé, à Alger à l'APS l'Assistant du DG de la SNTF, Abdelouahab Aktouche. "Il y a parmi ces actes de malveillance, 25 actes sur les câbles électriques, 80 sur les appareils de voie et 52 actes sur les appareils de transmission et les signaux, qui ont gravement impacté la marche des trains et causé des perturbations sur leurs horaires de service", a précisé M. Aktouche.

Selon M. Aktouche, il s'agit, notamment de vols de câbles électriques et d'équipements posés tout au long de la voie ferrée (4.600 km), et particulièrement dans les endroits isolés.

"Ces actes de malveillance ont causé des dérangements de signalisation, qui obligent les conducteurs à réduire la vitesse du train à 30 km/h, afin de préserver la sécurité du train et de ses passagers, comme l'exige la réglementation", a tenu à préciser le même responsable.

Pour le représentant de la SNTF, il y a urgence à mettre en place "la police des chemins de fer" et de la doter des "outils nécessaires" pour faire cesser ces actes et préserver la SNTF qui relève du domaine public ferroviaire.

La protection et la sauvegarde de ce domaine public ferroviaire incombe à toutes les autorités publiques, ainsi qu'à tous les citoyens qui doivent le préserver, a souligné M. Aktouche.

"Il n'est pas facile de contrôler et protéger 4.600 km de voie ferrée, c'est pour cela qu'il faudrait l'implication de tous pour faire face à ce fléau", a-t-il martelé.

CORONAVIRUS

272 nouvelles contaminations et 04 décès en 24h

Le dernier bilan de ce mardi 12 janvier, relatif à l'évolution de la pandémie du coronavirus (Covid-19), en Algérie a indiqué un total de 102.641 contaminations, 2.816 décès et 69.608 guérisons, enregistrés depuis l'apparition du virus en mars 2020.

Ainsi, depuis l'apparition du virus de la Covid-19, l'Algérie a enregistré un total de 102.641 contaminations.

En légère hausse par rapport au bilan d'hier, les contaminations quotidiennes restent relativement faibles, par rapport aux chiffres enregistrés au cours des mois précédents.

Concernant les décès, le Professeur Fourar a indiqué, que 4 victimes ont été emportées par le coronavirus au cours de ces dernières 24 heures, soit un total de 2.816 décès depuis le début de la pandémie en Algérie.

Le bilan de ce mardi, 12 janvier, a rapporté 205 nouvelles guérisons, portant ainsi le total des rétablissements à 69.608 patients rétablis.